

Le nouveau **Afrique**

80 MAI 2015

Un regard positif sur l'Afrique

Magazine d'information et d'analyse politique, économique, sportive et culturelle

FRIENDLY FOOT **NEESKENS KEBANO** 24^E SOULIER D'ÉBÈNE



00800

5 414306 141414

#80 / MAI 2015 / MENSUEL
2000 CFA / 2000 FC / 5 USD / 3,00 €
WWW.LENOUVELAFRIQUE.NET

SOCIÉTÉ
**SOCIÉTÉ CIVILE
AFRICAINNE**
CHEVAL DE TROIE DES
FORCES IMPÉRIALISTES ?

DOSSIER
LES ENJEUX DE LA
MONDIALISATION

POLITIQUE
ÉLECTIONS AU
BURKINA FASO
SIX PIÈGES POLITIQUES À
ÉVITER

ÉCONOMIE
LE FRANC CFA
EST-IL UNE BONNE
MONNAIE ?

AFFICHAGE & ACHAT D'ESPACES PUBLICITAIRES TV ET RADIO

12-14, Avenue du Marché / Kinshasa - Gombe (R D Congo)
Tél : +243 85 55 111 98 / E-mail : info@proxyteam-congo.com
www.proxyteam-congo.com

PROXYTEAM
LA FORCE DU SUCCÈS





Par Daouda Émile Ouédraogo

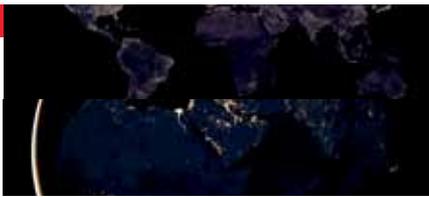
GAGNER LA BATAILLE DE LA MONDIALISATION

L'Afrique est au cœur des enjeux de la mondialisation. Flux des capitaux, marchés vierges à découvrir et à exploiter, l'Afrique constitue le terreau fertile pour donner un élan substantiel à la mondialisation. Il ne s'agit pas, par cet écrit, de fustiger la mondialisation, car, quoi que l'on dise ou pense, l'Afrique ne peut être en marge de la mondialisation. À cet effet, il faut analyser avec froideur les apports de ce riche continent dans le processus de concrétisation d'une mondialisation à visage humain. Cette mondialisation appelle à s'inspirer des modèles réussis de développement dans les continents qui ont approximativement la même physionomie que l'Afrique. Alassane Dramane Ouattara, l'actuel président de la Côte d'Ivoire, faisait la parallèle entre les États africains et ceux asiatiques, lors d'une conférence qu'il animait étant Directeur général adjoint du Fonds monétaire international. Le séminaire portait sur «L'Afrique, la mondialisation et le développement : risques et enjeux», organisé par l'Association des Amis de Passages (ADAPes) et le Centre français du Commerce Extérieur (CFCE). Il disait : «L'Asie de l'Est a largement démontré, pendant la plus grande partie des trois dernières décennies, les avantages de la mondialisation et les bienfaits de l'ouverture et de la libéralisation économique. Grâce à des politiques budgétaires prudentes, à des investissements substantiels en capital et en ressources humaines et aussi à l'ouverture de leurs économies, ces pays ont enregistré une croissance économique impressionnante et connu des avancées enviables dans la lutte contre la pauvreté». En clair, l'Afrique a sa place dans le processus de mondialisation de l'économie. De nombreux facteurs contribuent à étayer cette affirmation. L'Afrique subsaharienne a accompli des progrès considérables dans la stabilisation macroéconomique ces dix dernières années. Le plus encourageant, dans ce retournement de situation, c'est qu'il est le fruit d'efforts résolument déployés par un nombre croissant de pays pour conduire une politique financière saine et mener à bien les réformes structurelles qu'appelle l'économie de marché. Leurs efforts ont été appuyés par la communauté internationale et notamment le Fonds Monétaire International (FMI), qui ont apporté à ces pays assistance technique et appui financier dans le cadre de la facilité d'ajustement structurel renforcée (FASR). Quelques chiffres clés permettront d'illustrer cette «renaissance» économique de l'Afrique. Après des années de stagnation, la croissance économique réelle de l'Afrique subsaharienne est passée, en moyenne, d'environ 1 % en 1992 aux alentours de 5 % en 1997 et devrait rester sur cette voie

de croissance positive. L'accélération de la croissance a touché par ailleurs de plus en plus de pays : si 18 seulement des 47 pays de la région affichaient une croissance supérieure ou égale à 3 % en 1992, ils étaient en effet 32 dans ce cas en 1997. Après s'être contracté pendant cinq ans d'affilée, le PIB réel par habitant a commencé à se redresser et, désormais, 40 des 47 pays de la région voient leur revenu par habitant progresser. En outre, des succès ont aussi été enregistrés dans la lutte contre l'inflation. Bon nombre de pays africains ont d'ores et déjà ramené celle-ci en deçà de 10%, et l'inflation moyenne pour l'ensemble de la région — mesurée par l'indice des prix à la consommation (IPC) — est passée, selon les estimations, du sommet de 60 % atteint en 1994 à 22 % en 1997. Les pays africains ont également réduit, au total, leurs déséquilibres intérieurs et extérieurs. D'autre part, le FMI et la Banque Mondiale ont commencé récemment à mettre en œuvre une initiative conçue pour venir en aide aux pays pauvres et très endettés (PPT) en s'efforçant, notamment, d'alléger le lourd fardeau de leur dette multilatérale. Jusqu'à présent, sept pays, dont cinq africains — le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Mozambique et l'Ouganda —, ont été admis à bénéficier de cette Initiative en faveur des PPT. Les gouvernements africains ont aussi progressé très sensiblement dans l'ouverture de leurs économies au commerce mondial. Il faut noter, à cet égard, que trente et un pays d'Afrique subsaharienne ont accepté — pour la plupart depuis 1992 — les obligations qui découlent de l'article VIII des Statuts du FMI, et qui consistent à renoncer à l'imposition de restrictions aux paiements et transferts afférents aux transactions courantes. Enfin, la restructuration de bon nombre d'économies africaines s'accélère. À travers le continent, l'interventionnisme économique de l'État recule : les contrôles des prix sont levés et la commercialisation des produits agricoles est de plus en plus libéralisée. La restructuration et la privatisation des entreprises d'État sont maintenant engagées dans la plupart des pays africains, quoi qu'à un rythme inégal et avec des fortunes diverses. De même, les marchés du travail sont peu à peu libéralisés.

Les enjeux de la mondialisation sont énormes pour l'Afrique. Mais elle a déjà enclenché une marche glorieuse vers son émancipation. Comme le disait un penseur anonyme : « la mondialisation a poussé les pays riches à se concentrer sur les produits à forte valeur ajoutée, ils ont alors pris conscience que la richesse n'était pas dans les bras mais dans les cerveaux ».

SOMMAIRE



DOSSIER LES ENJEUX DE LA MONDIALISATION

6 **POLITIQUE**
ENJEUX GÉOPOLITIQUES ET DÉMOCRATIQUES AU MENU

8 **LES ENJEUX COMMERCIAUX**
UN MARCHÉ À EXPLOITER

12 **POLITIQUE**
AFRIQUE DU SUD
LA NÉCESSAIRE ÉVALUATION DES LOIS ET DES POLITIQUES

14 **CENTRAFRIQUE**
L'ANCIEN PREMIER MINISTRE MARTIN ZIGUÉLÉ À BRUXELLES

16 **ÉLECTIONS DU 11 OCTOBRE 2015 AU BURKINA FASO**
SIX PIÈGES POLITIQUES À ÉVITER

18 **MALI**
QUELLE DÉMOCRATIE CONSTITUTIONNELLE ?

20 **ÉCONOMIE**
SOMMET ASIE-AFRIQUE
UNE COOPÉRATION SUD-SUD RENFORCÉE ENTRE LES DEUX CONTINENTS

22 **CROISSANCE VERTE AU MAROC**
UN PAYS Tourné VERS DES PERSPECTIVES PROBANTES

24 **MONNAIE**
LE FRANC CFA EST-IL UNE BONNE MONNAIE ?

Le nouvel Afrique
Un regard positif sur l'Afrique

Mensuel d'informations
Un regard positif sur l'Afrique

MISSION STATEMENT

La direction du magazine Le nouvel Afrique porte l'Afrique dans son cœur et est désireuse de rassembler dans ce mensuel d'informations des nouvelles positives sur l'Afrique. Le nouvel Afrique se veut une porte d'entrée vers l'Afrique en offrant une information responsable et objective sur ce continent. Les sujets (politiques, sociaux, économiques, sportifs et culturels) abordent des thèmes sensibles, tout en conservant néanmoins, une perspective positive. Le sous-titre du nouvel Afrique est 'Un regard positif sur l'Afrique'.

Directeur de publication : Cyrille Momote Kabange

Rédacteur en chef : Daouda Emile Ouedraogo

Éditorialiste : Cyrille Momote Kabange

Comité rédactionnel : Daouda Emile Ouedraogo, Alexandre Korbéogo, Anthony Vercriisse, Cyrille Momote Kabange, Mouhamadou Moustapha Thiam, Alain Traoré, Jamil Thiam, Hilaire Hubert, Jamal Garando, Yves Makodia Mantséka, Noël Kodia, Innocent Ebodé, Leon Louw, Louis-Marie KAKDEU, Moctar KOMÉ, Germain KRAMO, James Shikwati, Okwaro Oscar Plato

Photographie : bruocsella.be, Maxime Devaux, Ronald Devaux, Afrikavision, Craig Mayhew and Robert Simmon, NASA GSFC, Andresdewet, Edal Anton Lefterov, Jessica Mamou, Damien Halleux Radermecker, Soman, www.AbodeofChaos.org, George Swann, Nicholas Gemini, Laurie Dieffembacq, Ricardo Stuckert, Hugo Passarello Luna, Walter Isack, NIAID, Firdaus Latif

Couverture : © Laurie Dieffembacq

Layout : bruocsella.be / bruocs@gmail.com



26 **DES RÊVES ÉCONOMIQUES COMMUNS POUR LUTTER CONTRE LA XÉNOPHOBIE**

FRIENDLY FOOT
28 **RÉCOMPENSE DU SOULIER D'ÉBÈNE 2015**
NEESKENS KEBANO ÉLU MEILLEUR JOUEUR AFRICAIN DE BELGIQUE

30 **SUCCÈS DE LA CÉLÉBRATION DE LA 24^E ÉDITION DES «AFRICAN AWARDS 2015» AU BIRMINGHAM PALACE À BRUXELLES**

36 **ÉCHOS DU CONTINENT**

38 **NEWS DU NET**

SOCIÉTÉ
42 **AFRIQUE**
DÉVELOPPER LE CAPITAL INTELLECTUEL OU PÉRIR

44 **CLINIQUE DE TRANSPLANTATION CAPILLAIRE À BRUXELLES**
L'IMMENSE ŒUVRE DU BELGO-CONGOLAIS DR LUPANZULA EMORANE

48 **SOCIÉTÉ CIVILE AFRICAINE**
CHEVAL DE TROIE DES FORCES IMPÉRIALISTES ?

ADMINISTRATION & PUBLICITÉ

Direction Générale : Le LNA est une publication de l'asbl Friendly Foot
www.friendlyfoot.be

Directeur adjoint : Christel Kompany

Président : Augustin Izeidi

Direction Commerciale : A.S.C. sprl

COMMUNICATION, PUBLICITÉ & VENTE

Directeur général : Mahamat Haroun



SIÈGE SOCIAL

Avenue des Coquelicots 7

1420 Braine l'Alleud

Belgique

E-mail: info@lenouvelafrique.net

Site web: www.lenouvelafrique.net

POLITIQUE

ENJEUX GÉOPOLITIQUES ET DÉMOCRATIQUES AU MENU

Par Anthony Vercuissse

Le plus grand des enjeux de la mondialisation en Afrique sur le plan politique demeure l'ancrage de la démocratie. Sans détour, les pays africains essaient tant bien que mal de tirer leurs épingles du jeu. Tout apprentissage étant difficile, après 50 ans d'indépendance, les choses semblent se concrétiser. En outre, dans le concert des nations, l'Afrique est aussi un enjeu géostratégique pour le monde.

L'Afrique gagnera la bataille de la démocratie et de son positionnement géostratégique. Face à la prolifération des crises, de nombreux signaux d'espoir pointent à l'horizon. La régularité dans l'organisation des élections, la présence des observateurs internationaux, sont des indicateurs de démocratie. La démocratie est une école de la liberté. En Afrique, il est incontestable que son ancrage demeure une œuvre de longue haleine. N'empêche qu'au fil des ans, les africains commencent à accepter le principe de l'alternance au sommet des institutions et des États. Dans son analyse intitulée «comment l'Afrique peut bénéficier de la mondialisation», S. Ibi Ajayi, explique

que le continent ne peut pas rester en marge de la mondialisation. Selon lui, l'expérience montre que les pays ayant enregistré une croissance rapide sont ceux qui ont investi une part élevée de leur produit intérieur brut et préservé la stabilité macroéconomique. L'Afrique doit aussi fonder ses perspectives de croissance sur la mise en valeur du capital humain, le développement des infrastructures physiques et la mise en place d'institutions solides. Elle doit favoriser le développement du secteur privé et établir le cadre macroéconomique nécessaire à sa viabilité. Ainsi, qui dit démocratie dit institutions solides, dit bonne gouvernance. Or, il n'y a d'institutions

solides et de bonne gouvernance que lorsque la nécessité de promouvoir les droits humains rejoint le besoin de construire une société juste et équitable. L'Afrique a besoin de promouvoir ses propres valeurs et idéologies en vue d'une intégration réussie dans le processus de mondialisation.

Enjeux géostratégiques

L'Afrique occupe une place géostratégique de choix dans le concert des nations. Cette position géostratégique la place au cœur des enjeux de



© CRAIG MAYHEW AND ROBERT SIMMON, NASA GSFC

développement des nations développées. La mondialisation se positionne ainsi, comme une aubaine dans la mesure où tout ce qui sort ou rentre en Afrique aura une valeur spécifique.

On le sait, la politique internationale est le produit des systèmes des relations entre nations. Elle en est le reflet et sa compréhension dépend des caractéristiques et/ou des problèmes qui résultent des mutations ou de changements de ce cadre structurel ou institutionnel. La figure du monde qui détermine la politique internationale a changé depuis la chute du mur de Berlin en 1989 et la fin du Communisme ainsi que l'implosion de l'ex-empire Soviétique qui a entraîné la fin des superpuissances et aussi de la guerre froide. La scène internationale s'est transformée; le droit international, le régulateur des rapports entre nations est aujourd'hui en déclin; les principes classiques des relations internationales comme ceux considérés comme sacro-saints, l'égalité souveraine des États et la non ingérence dans les affaires domestiques sont battus en brèche; les frontières se dilatent, le monde s'ouvre, et, aux logiques d'États s'ajoutent les logiques de sociétés; les organisations internationales financées par les États reçoivent désormais des contributions financières des grandes entreprises multinationales (CNN et ONU par exemple) et gagnent en autonomie vis-à-vis des États. C'est dans ce tumulte géné-

ralisé que l'Afrique écrit son histoire. Une histoire faite de succès mais aussi d'échecs.

Chasse gardée de l'Europe ?

L'Afrique apparaît ainsi dans la géopolitique coloniale européenne d'abord sous tous ces titres comme une chasse-gardée de l'Occident qui aura conservé, cette valeur symbolique en dépit des avancées de la guerre froide et de la rivalité stratégique et idéologique Est-Ouest d'autre époque. Intégrée dans les stratégies des grandes puissances, l'Afrique est demeurée globalement jusqu'à la fin de la guerre d'Angola, un important réservoir des matières premières stratégiques entièrement contrôlées par l'Occident. La présence soviétique et cubaine en Angola ne fut pas et n'impliqua pas la mainmise sur les ressources du pétrole ou du café que les compagnies américaines exploitaient. Un espace important de l'Afrique centrale constituait le pré-carré de la géopolitique africaine de la France, même si certaines dynamiques d'influence américano-françaises finirent par développer un réflexe géopolitique dans la conduite de la politique étrangère du Zaïre malheureusement dans une perspective de sous-traitance géostratégique des intérêts géopolitiques des États-Unis d'Amérique. Libreville et Bangui

disposaient des bases militaires et où stationnaient des troupes françaises, facilités de la diplomatie africaine de la France.

La fin de la guerre froide coïncida même avec le désintérêt, la dégéopolitisation de l'Afrique par l'Europe au profit de la République Sud Africaine tandis que la préservation des intérêts stratégiques américains en Afrique centrale mettait la région -sous surveillance internationale, supervisant par les Organisations internationales et certaines puissances régionales certains processus de paix ou de transition politique ou démocratique. Il faut attendre l'éclatement de la crise régionale de la région des grands autour des génocides du Rwanda et plus tard la guerre de la région des Grands Lacs en RDC qui donna lieu à la première guerre mondiale africaine, c'est-à-dire aux jeux des alliances et de contre-alliances régionales pour que l'humanitaire et le géopolitique s'ajoutent et que les questions géopolitiques de stabilité régionale se posent. L'Afrique a droit à la parole et doit avoir voix au chapitre.

A satellite night view of Earth from space, showing the African continent and parts of Europe and Asia. The landmasses are dark, with numerous bright yellow and white lights representing cities and urban areas. The oceans are a deep, dark blue. The curvature of the Earth is visible on the left side of the frame.

DOSSIER LES ENJEUX DE LA MONDIALISATION EN AFRIQUE

LES ENJEUX COMMERCIAUX

UN MARCHÉ À EXPLOITER

Par Alexandre Korbéogo

L'Afrique demeure un marché à exploiter de près d'un milliards de personnes. Sur le plan commercial, la mondialisation peut être bénéfique pour ce continent, à condition que les investisseurs sachent exploiter « les bons tuyaux ».

L'Afrique demeure un marché incontournable dans le processus de mondialisation commerciale. Avec 780 millions d'habitants, l'Afrique représente actuellement un 1/10e de la population de la planète. Malgré son développement en dents de scie, elle est indispensable pour l'économie mondiale. Elle aura une carte à jouer importante dans l'avenir, face à la mondialisation. En dépit d'une dette colossale, elle dispose d'atouts qui restent sérieux : une population certes encore à former mais dont la jeunesse d'ici dix ans sera démographiquement en explosion et des ressources minérales et énergétiques encore sous-exploitées dont le monde aura besoin. Ce sont là les principales forces de ce continent. Ainsi donc, les africains ne doivent pas voir le diable en la mondialisation. Elle est simplement un défi à relever dans le processus de globalisation de l'économie. Comme le soulignait l'historien Joseph Ki-Zerbo : « nous sommes les wagons de l'histoire et de la mondialisation... ». À ce titre, l'Afrique doit être l'un des piliers du développement de l'économie mondiale. Et, cela est possible. En outre, il s'avère vrai que l'Afrique reste un enjeu stratégique, même dans le monde d'aujourd'hui. Même avec le déplacement des intérêts, on se rend compte avec amertume que ses difficultés à pouvoir s'octroyer une marge dans les échanges multipolaires démontrent l'intérêt qu'elle constitue pour les autres nations du monde.

Maîtriser les enjeux de la mondialisation

Depuis les années 1990, un nouveau paradigme régit la vie des populations du monde; c'est bien celui de la mondialisation. Pour les uns, c'est le règne du capital financier qui transforme chaque État en un simple site économique avec des ouvertures sur le monde aux contrées et sphères arriérées et retardataires mais, dans une vision d'exploitation extrême. Pour d'autres, elle est le

cadre de la nouvelle économie où l'action doit être à la prise de conscience des forces, des faiblesses, des atouts pour saisir les opportunités. En tout état de cause, la mondialisation est l'aboutissement logique du système capitaliste de production avec une sortie du cadre purement national pour adopter des dimensions planétaires, voire cosmiques.

Allassane Dramane Ouattara, l'actuel président de la Côte d'Ivoire faisait la relation entre les économies asiatiques et celles africaines prises dans le contexte de la mondialisation. Selon lui, si l'on procède à une analyse superficielle de l'ouverture des pays d'Asie, l'on peut se demander si l'Afrique a intérêt à s'intégrer plus avant au reste du monde et si la mondialisation peut vraiment être bénéfique à des économies pauvres et de petite taille. La réponse à ces deux questions est clairement "oui". L'expérience asiatique l'a amplement démontré. Mais la crise actuelle montre aussi que la stabilité financière et le développement soutenable requièrent un certain nombre de conditions : des politiques économiques rationnelles et prévisibles; un grand degré de transparence et une gestion responsable des affaires publiques et privées; des informations fiables et disponibles en temps opportun; un système bancaire robuste, soumis à une réglementation et une surveillance appropriées; un secteur privé opérant dans des conditions de transparence et de sécurité économique; enfin l'élimination de la corruption et du népotisme. Une plus grande participation de l'Afrique au commerce mondial offrirait aux consommateurs et aux producteurs l'accès à une gamme plus large de biens et de services à des prix compétitifs. De plus, les apports de capitaux privés étrangers sont un complément essentiel à l'épargne intérieure encore trop faible en Afrique et au déclin de l'aide publique au développement.

Des progrès économiques considérables en cours

Ainsi, pour rattraper les autres pays en voie de développement, et réduire de manière significative la pauvreté, plusieurs études concluent que l'Afrique devrait atteindre durablement un rythme de croissance de l'ordre de 7 à 10%. Cela peut paraître très ambitieux, mais plusieurs pays du continent, comme l'Ouganda, ont déjà démontré que l'objectif n'est pas hors d'atteinte. Le maintien d'un tel taux de croissance sur le long terme exigerait cependant des ratios investissement/PIB supérieurs à 25%, et bien sûr une plus grande efficacité de ces investissements. L'Afrique doit donc parvenir à des taux d'épargne intérieure beaucoup plus élevés, et attirer une part plus importante de l'investissement direct étranger afin d'accélérer sa croissance économique. Elle ne peut le faire, nous l'avons vu, qu'en s'intégrant pleinement à l'économie mondiale et en mettant en place des réformes structurelles de grande ampleur. Ces réformes vont de celles relatives à l'État de droit et à la démocratie. Plusieurs raisons incitent nombre d'observateurs à prôner une intégration plus poussée de l'Afrique à l'économie mondiale. Les principales sont ses médiocres résultats économiques — qui tiennent à plusieurs facteurs, dont un passé colonial, une géographie défavorable, une forte dépendance à l'égard des exportations. Ces réalités ne doivent pas freiner l'élan des africains à travailler à relever le défi de la mondialisation. Car, face à l'adversité de cette donne économique, aucune nation ne peut échapper aux velléités supposées ou réelles de la mondialisation. Dans tous les cas, l'Afrique a sa place dans le concert des nations. Et, personne ne peut la lui ravir.